

Crise : les plans de relance seraient peu efficaces

par LIA LÉVESQUE (La Presse canadienne)

Article repris dans des dizaines de quotidiens et de sites Web.

9 décembre 2009

N'en déplaise à nos gouvernements, les plans de relance économique sont «peu efficaces» et retourner à l'ère des déficits pour soutenir l'économie fait plus de mal que de bien.

C'est ce que soutient l'économiste principal de l'Institut économique de Montréal, Marcel Boyer, dans sa plus récente étude intitulée «La crise économique et ses conséquences sur l'emploi».

Bien que son étude porte surtout sur le plan de relance aux Etats-Unis, il en tire plusieurs inférences sur le Canada et le Québec.

Et le professeur Boyer en conclut que les plans de relance ont une efficacité relative ou, au mieux, ne représentent qu'une «goutte» dans l'ensemble de l'économie.

«En réaction à la récession, les gouvernements ont gonflé leurs déficits pour tenter de stimuler l'économie. Pourtant, non seulement les effets bénéfiques présumés de ces politiques de plans de relance n'arrivent habituellement que trop tard, mais le caractère improvisé du bouquet des mesures proposées risque également de générer beaucoup de gaspillage et des incitations néfastes en amenant les entreprises à s'occuper davantage de leurs représentants politiques que de leurs marchés», écrit l'économiste.

Il soutient par exemple que le plan de relance américain aurait permis de sauvegarder ou créer 650 000 emplois après deux trimestres, une «relative insignifiance par rapport à la création brute d'emplois dans le secteur privé» qui est d'environ 14,4 millions pour deux trimestres.

Par inférence, il avance qu'au Canada, les autorités auraient peut-être sauvegardé en réalité 40 000 emplois contre environ un million d'emplois pour les entreprises privées (chiffres bruts).

«Le nombre d'emplois effectivement visés par les plans de relance, tant aux Etats-Unis qu'au Canada et qu'en Europe, toujours exprimés en termes bruts, fait piètre figure par rapport à l'ampleur de la création brute d'emplois au sein du secteur privé, même durant les trimestres les plus difficiles de la récession», écrit M. Boyer.

Il va jusqu'à dire que les plans de relance des gouvernements peuvent nuire à la confiance des entreprises.

«L'entrepreneur qui ne voit pas trop à son niveau la crise se développer et qui lit à pleins journaux que le ministre des Finances, continuellement, nous dit que ça va mal et que ça va être encore pire, et qu'il lui faut maintenant dépenser 50 milliards \$ pour relancer l'économie, il se dit "peut-être que je devrais être prudent et ralentir mes embauches, ralentir mes investissements". Et là, vous envoyez

le signal d'un cercle vicieux», a expliqué l'économiste, également professeur émérite de sciences économiques à l'Université de Montréal.

Les dépenses gouvernementales peuvent même gêner l'adaptation naturelle du marché de l'emploi, selon lui.

«Il y avait bien avant la crise une surcapacité dans l'industrie automobile, dans l'industrie forestière, dans l'industrie agroalimentaire (des pays développés) et ailleurs. Il fallait libérer et éliminer cette surcapacité pour permettre aux entreprises rentables dans tous les secteurs, nouveaux ou non, de croître», tranche M. Boyer.

Recommandations

Alors que les gouvernements amorcent leurs consultations prébudgétaires, M. Boyer soutient qu'ils devraient plutôt s'atteler à «couper dans le gras» et à se doter d'un plan détaillé de retour à l'équilibre budgétaire.

«On ne met pas assez l'accent sur la réduction des dépenses», ce qui, selon lui, ne signifie pas nécessairement une réduction des programmes.

Le rôle des gouvernements, ajoute-t-il, est plutôt de rétablir la confiance des agents économiques, notamment en se comportant en bon gestionnaire des fonds publics et en bon gestionnaire des infrastructures publiques.